

# Mes droits, j'y ai droit !

# Titres-restaurant en télétravail, c'est oui !

**La justice a tranché en donnant les mêmes droits aux salarié-es en télétravail qu'à celles et ceux travaillant au bureau.**

## Un flou juridique enfin levé

Depuis plusieurs années, un désaccord entre les tribunaux entretenait la confusion sur le droit aux titres-restaurants (TR) pour les salarié-es en télétravail. Le tribunal judiciaire de Paris estimait que la télétravailleuse ou le télétravailleur devait bénéficier des TR dans les mêmes conditions que le ou la salarié-e sur site, tandis que le tribunal judiciaire de Nanterre défendait la position inverse, considérant que le TR pouvait être conditionné à la présence physique dans les locaux.

Résultat : des inégalités de traitement entre salarié-es, selon qu'ils travaillaient à distance ou en présentiel.

## La Cour de cassation met fin au débat

Le 8 octobre 2025 (Cass. soc., n° 24-12.373), la Cour de cassation a rendu un arrêt décisif : les salarié-es en télétravail doivent bénéficier des titres-restaurant dans les mêmes conditions que les salarié-es travaillant sur site, dès lors qu'aucun dispositif de restauration n'est disponible.

## Une décision fondée sur le droit

Cette décision s'appuie sur le Code du travail dans ses articles L. 1222-9 III (« Le télétravailleur a les mêmes droits que le salarié qui exécute son travail dans les locaux de l'entreprise ») et R. 3262-7 : « Un même salarié ne peut recevoir qu'un titre-restaurant par repas compris dans son horaire de travail journalier. » Le titre-restaurant peut être attribué dès lors que le repas est pris pendant la journée de travail, et il n'est nullement question d'une distinction en fonction du lieu de travail.

## Vous avez droit aux titres-restaurants

Toute entreprise dépourvue d'un dispositif d'aide à la restauration de ses salarié-es (restaurant d'entreprise, espace restauration, prime de restauration, etc.) doit désormais accorder les titres-restaurant à toutes et tous les salarié-es en présentiel, en télétravail régulier ou en télétravail occasionnel. Refuser cet avantage à une partie du personnel au motif d'une organisation en télétravail constitue une inégalité de traitement.

## Un avantage social, pas une faveur

Les titres-restaurants ne sont pas un « cadeau » de l'employeur. Ils font partie des avantages sociaux liés aux conditions de travail. Les exclure pour une catégorie de salarié-es sans compensation équivalente revient à rompre le principe d'égalité de traitement. Leur attribution doit être uniforme et équitable, quel que soit le mode d'organisation du travail.

### BON À SAVOIR :

- Le télétravail ne modifie pas vos droits : les avantages sociaux doivent rester identiques.
- Une direction ne peut pas refuser les titres-restaurants à une catégorie de salarié-es sans prévoir une compensation équivalente.
- Les représentant-es CGT peuvent vous accompagner pour faire appliquer la décision de la Cour de cassation.

